11ème session du Conseil d'Administration de l'AMAM : Le budget de 2023 s'élève à 849 189 000 FCFA

MALI

1407

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 18 AOUT 2023

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Intervention militaire au Niger

Les chefs d'état-major des armées en conclave au Ghana

Front social : Le Conseil national du dialogue social institué pour apaiser !

Putsch au Niger : L'influence russe a-t-elle joué un rôle ?

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

15 Juillet 2023

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter

Se laver les mains regulièrement

Tousser ou eternuer dans le coude

Respecter la distance de sécurité

Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains

Eviter de se serrer les mains

Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

23

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
00	00	00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

637 730 Vaccinations incomplètes
4 197 426 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
33 151	32 332	743

dont 00 fait l'objet d'un suivi médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

P. 10

P. 16

P. 21

UNE

Intervention militaire au Niger : Les chefs d'état-major des armées en conclave au Ghana — P. 5

BREVES

Niger : L'Union Africaine refuse l'intervention militaire — P. 10
Interdiction de l'importation de la farine de blé au Mali : Le ministre de l'industrie et du commerce s'explique — P. 10
Lutte contre l'exploitation illégale des ressources minières au Mali : 14 sites d'exploitation démantelés, 50 exploitants interpellés — P. 11
Projet DOU TOULOUMA : Pour l'autonomisation des agricultrices — P. 11

ACTUALITES

11ème session du Conseil d'Administration de l'AMAM : Le budget de 2023 s'élève à 849 189 000 FCFA — P. 14
Lutte contre la corruption : La loi du silence et de la complicité ! — P. 15
Retrait définitif de la Minusma : Les actifs, équipements et inventaires affectés vers d'autres opérations de l'ONU — P. 16
Trésor et comptabilité publique : La corruption à ciel-ouvert ? — P. 18

POLITIQUE

Front social : Le Conseil national du dialogue social institué pour apaiser ! — P. 20
Yacouba Katilé : « Nous sommes déterminés à sauver notre pays en accompagnant les autorités de la transition » — P. 21
Cybercriminalité grandissante au Mali : Le gouvernement prend des mesures — P. 22

CULTURE ET SOCIETE

Restaurants modernes : La nouvelle tendance à Bamako — P. 23

INTERNATIONAL

Présence russe en Afrique : L'Ukraine annonce sa lutte contre cette influence — P. 24
Putsch au Niger : L'influence russe a-t-elle joué un rôle ? — P. 25
Décisions de la CEDEAO contre le Niger : Divergence au sein de l'union africaine — P. 27
Liquidité dans les banques nigériennes : La BCEAO dément l'information diffusée par RFI — P. 29

SPORT

Au Cameroun : Samuel Eto'o contre « les ennemis du football » — P. 30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilté d'exercer une activité professionnelle

INPS
Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement regulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités

DIRECTION GÉNÉRALE Square Patrice Lumumba
Tél : +223 20 21 60 13 - Email : inps@inps.ml - Site web : www.inps.ml
BP 53 Bamako, République du Mali

Intervention militaire au Niger

Les chefs d'état-major des armées en conclave au Ghana

Pour discuter d'une éventuelle intervention armée au Niger afin de déloger les putschistes et libérer le président Bazoum, la CEDEAO a mis sur la table des sanctions économiques mais aussi l'option militaire. Après Abuja, les chefs d'état-major des armées de l'espace sous-régional sont en conclave depuis hier jeudi 17 août 2023 à Accra au Ghana.

Parallèlement, le ministère des affaires étrangères allemand a demandé des "sanctions" à l'échelle européenne contre les auteurs du coup d'État.

Les chefs d'état-major des armées ouest-africaines réunis au Ghana discutent d'une éventuelle intervention armée au Niger après le coup d'État mené par des militaires, contre lesquels Berlin a réclamé des sanctions européennes.

"La démocratie, c'est ce que nous défendons et soutenons", a déclaré le chef d'état-major du Nigeria, le général Christopher Gwabin Musa, à l'ouverture de cette réunion à Accra entre responsables militaires des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Si l'option d'une opération armée reste sur la table, la CEDEAO semble encore privilégier la voie du dialogue avec le régime militaire qui a renversé le président Mohamed Bazoum le 26 juillet et placé le général Abdourahamane Tiani à la tête du pays. "L'objectif de notre réunion n'est pas simplement de réagir aux événements mais de dessiner de manière proactive un chemin qui mène à la paix et soutient la stabilité", a poursuivi le général Gwabin Musa.

Cette rencontre cruciale intervient deux jours après une attaque meurtrière menée dans le

sud-ouest du Niger par des djihadistes présumés qui ont tué au moins dix-sept soldats nigériens et en ont blessé vingt autres.

Sur le front diplomatique, l'Allemagne a haussé le ton jeudi en appelant l'Union européenne à prendre des "sanctions" contre les auteurs du coup d'État au Niger, un pays crucial pour l'approvisionnement du continent européen en uranium.

Actuellement en visite au Nigeria, la ministre de la coopération allemande, Svenja Schulze, a mené "des discussions à Abuja pour voir comment soutenir, de la meilleure manière possible, les efforts de la CEDEAO", a encore rapporté le ministère.

L'organisation ouest-africaine a déjà pris des mesures de rétorsion contre les auteurs de ce coup d'État qui "affecte grandement l'approvisionnement du Niger en denrées alimentaires vitales et en fournitures médicales", a averti mercredi le Programme alimentaire mondial.

Les appels à un règlement pacifique de cette crise se sont multipliés ces derniers jours, y compris parmi certains partenaires occidentaux. Les États-Unis ont ainsi annoncé, mercredi, qu'une nouvelle ambassadrice, Kathleen FitzGibbon, s'installerait bientôt à Niamey. « Ce n'est pas un changement de politique des États-Unis, mais plutôt leur engagement continu » pour trouver une solution diplomatique, a précisé un porte-parole du département d'État.

En parallèle, le nouveau régime nigérien cherche également des alliés dans la région. Le mardi, le premier ministre nommé par les militaires à Niamey, Ali Mahaman Lamine Zeine, s'est rendu à N'Djamena, où il a été reçu par le président de transition tchadien Mahamat Idriss Deby Itno.

Pour la première fois, il a déclaré que son pays était « en période de transition », sans préciser la durée, avant d'éventuelles élections pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Le Tchad, une puissance militaire importante dans la région du Sahel, a annoncé la semaine dernière qu'il ne participerait à aucune intervention militaire aux côtés de la CEDEAO, à laquelle il n'appartient pas.

Le Mali et le Burkina Faso voisins, également dirigés par des militaires arrivés au pouvoir par des coups d'État en 2020 et 2022, ont rapidement affiché leur solidarité envers les généraux de Niamey. Ces derniers restent pour l'instant inflexibles et retiennent prisonnier le président déchu Mohamed Bazoum depuis le 26 juillet, qu'ils comptent poursuivre pour « haute trahison ». Ils estiment qu'une opération militaire contre leur pays serait une « agression illégale et insensée » et ont promis une « riposte immédiate » à toute intervention armée.

L'armée nigérienne est mobilisée depuis des années dans la lutte contre les djihadistes, notamment dans l'immense région de Tillabéri, située dans la zone des « trois frontières » entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali, où l'attaque de mardi a eu lieu.

Binadjan Doumbia

Abou Cheick TraoréRHDP ou RIEN

après les ponts et échangeurs la ci aura son métro bientôt. évolution est mieux que révolution

Yesman Yesmou

Seule la marmite peut confirmer ou infirmer l'évolution des prix des produits alimentaires.

Amis qui aiment RFI No1

L'ancien général de division du SBU Valery Shaitanov a été condamné à 12 ans de prison pour haute trahison.
Il a été arrêté en avril 2020. L'enquête a affirmé que Shaitanov avait planifié des attentats terroristes en Ukraine, pour lesquels la partie russe avait promis 200 000 dollars et un passeport russe. Il aurait également transmis des données secrètes aux Russes et aurait été l'un des auteurs de la tentative d'assassinat infructueuse d'Adam Osmaev, le commandant du bataillon tchétchène nommé d'après Dzhokhar Dudayev.

Moussa Fofana Page

Cherté de la vie
Le Kilo de l'oignon: 1000F,kilo du sucre : 800F.
Du jamais vu au Mali.

Aminata TOURE

Lettre ouverte à Ousmane Sonko Il faut vivre pour continuer à combattre! Il y'a quelques jours, j'ai signé la pétition initiée par des démocrates sénégalais vous demandant d'arrêter votre grève de la faim. Je prends aujourd'hui ma plume pour vous enjoindre personnellement de mettre définitivement un terme à votre diète qui met sérieusement votre santé à risque et votre vie en danger. Vous avez choisi cette forme de lutte extrême qui requiert un courage hors norme pour protester vigoureusement contre le traitement injuste qui vous est infligé par le régime du Président Macky Sall. Cependant, le plus difficile dans le combat contre l'Injustice, ce n'est pas de mourir mais de continuer à vivre afin de continuer à combattre. A l'heure où la jeunesse sénégalaise et africaine s'est mise en quête de nouveaux leaderships capables de hisser définitivement nos pays à la hauteur des aspirations légitimes de nos peuples qui souhaitent vivre dans la dignité et la liberté comme tous les peuples du monde, vous vous devez de vivre pour continuer à apporter votre contribution à ce combat engagé partout sur le continent africain. Un combattant en plein possession de ses capacités physiques et mentales est assurément plus utile à la lutte pour un Sénégal meilleur et une Afrique libérée de tous ses maux. Faites donc et sans délai le choix de vivre en vous réalimentant normalement. En Solidarité et compassion. Aminata Touré Présidente du Mouvement pour l'Integrité, le Mérite et l'Indépendance Mimi2024

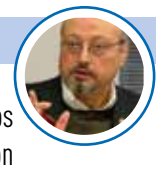
Alhassane Hama Thiao

Poutine a dit indirectement à quelqu'un que la situation du Niger ne l'intéressait pas. Je crois qu'il n'a pas compris le message. Les choses sont claires, la Russie demande un retour à l'ordre constitutionnel, les apprentis sont tombés de haut. Le coup d'état le plus idiot de l'histoire. Pas un seul pays ou puissance ne soutient cette illusion à part le Mali et le Burkina. La Guinée refuse de s'embarquer.

Iba (Ibrahim) Toure

Lors du sommet Russie-Afrique, l'API-Mali a organisé une conférence 'Invest Mali'. Cette conférence était présidée par le Ministre de l'Economie et des Finances, avec un panel de représentants du secteur privé malien. L'objectif était de présenter des opportunités d'investissement au Mali à des investisseurs de Russie et d'ailleurs.

Amir Nourdine Elbachir

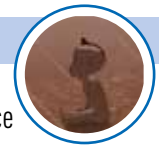


Niger /•Le CNSP juge inacceptable les propos du Président ivoirien Ouattara et rappelle son ambassadeur à Abidjan pour consultation. Après les événements du Mali avec l'affaire des 49 soldats détenus dans ce pays, dont le dénouement ne fut pas du tout facile, je crois que le Président Ouattara devrait en tirer les leçons et agir avec plus de diplomatie avec les militaires du . Car il ne peut employer la force contre les nouvelles autorités en vers qui Washington veut établir le dialogue.

Serge Daniel

#Niger-UA/ La position de l'UA est nuancée. Adoption d'un texte sous "procédure de silence".En clair, le texte négocié est envoyé aux Pays et sera publié à une heure précise sauf si un état rompt la procédure en proposant un amendement non discuté. Dans ce cas reprise des négos.

Larmes des pauvres



L'armée #Burkinabé monte en puissance Le capitaine Ibrahim Traoré commande des missiles balistiques intercontinentaux pour lutter contre les groupes armés terroristes.

KONATE Malick

Quand on aborde la cherté de la vie dans notre pays, beaucoup de gens ont tendance à sortir le fameux dicton « C'est partout dans le monde ». Cependant, à l'instant où l'on parle de la masse salariale et du SMIC des autres pays, on constate qu'ils se taisent car ils n'ont rien à répondre. De même, quand on aborde le niveau de développement économique des autres pays, on constate que les gens font preuve d'un silence assourdissant car ils n'ont rien à comparer. Comme on le dit « comparaison n'est pas raison ». Quand le vent souffle, chacun doit faire face aux charges qui lui incombent. Il est important de reconnaître que les réalités économiques varient considérablement d'un pays à l'autre. Chaque pays a ses propres systèmes économiques, politiques et sociaux qui influencent le coût de la vie, les salaires et le niveau de développement. Comparer ces aspects entre différents pays peut être complexe. Il est également important de

prendre en compte les différences de pouvoir d'achat et de niveau de vie lors de telles comparaisons. Ce qui peut sembler élevé dans un pays peut être considéré comme abordable dans un autre, en tenant compte des revenus moyens et des dépenses typiques. Il est préférable de se concentrer sur les problèmes spécifiques à notre propre pays et d'essayer de trouver des solutions appropriées plutôt que de simplement rejeter les préoccupations en les comparant à d'autres pays. #Bèki_Takè

LSI AFRICA

#Mali: le chanteur Salif Keïta nommé «conseiller spécial» du chef de la junte, Assimi Goïta.
Salif Keita a, à plusieurs reprises, tenu des propos très anti-français au cours des dernières années. Sa fille, Nantenin Keïta, athlète française de haut niveau, est multiple championne d'Europe et du monde de para-athlétisme. #Bamako

Wassa TV

Niger : une intervention militaire est rejetée par l'Union Africaine et se désolidarise de la CÉDÉAO

Ambassade de Chine au Mali

Les étudiants maliens qui participent au tournoi international du chinois, niveau universitaire, et au Summer Camp 2023 sont en route !
Nos meilleurs voeux de bon voyage, de bonne chance et d'abondante récolte en Chine!

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Niger : L'Union Africaine refuse l'intervention militaire

Lors d'une réunion tenue le lundi 14 Août 2023, le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine (UA) a catégoriquement rejeté l'option d'une intervention militaire pour résoudre la situation instable au Niger. Cette décision, prise à l'issue d'une réunion tendue et interminable de plus de dix heures, a été rendue publique cette semaine, créant une divergence entre l'UA et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui a décidé d'activer ses forces en attente en vue d'une possible intervention militaire.

Le Président nigérian, Bolo Tinubu, avait sollicité l'approbation de l'UA pour son projet d'intervention au Niger, mais cette position représente un revers pour les partisans de l'impérialisme et leurs alliés. Les diplomates ont souligné que le CPS, l'organe chargé de statuer sur les questions de règlement des conflits, a clairement rejeté l'usage de la force.

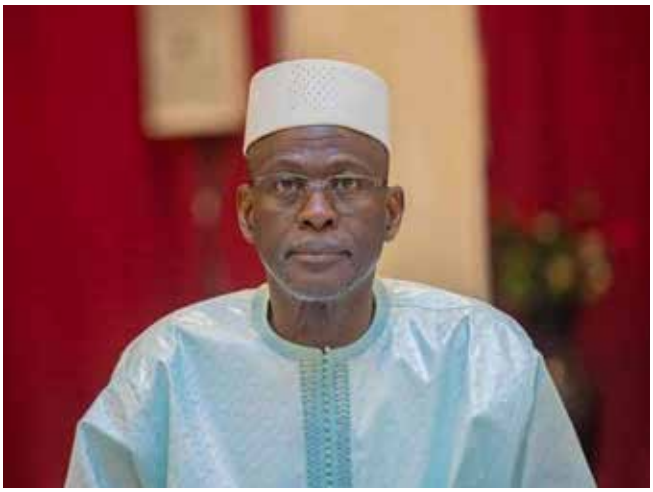
Cette décision met en évidence l'engagement de l'UA en faveur du dialogue et de la résolution pacifique des conflits. Elle souligne également l'importance accordée à la concertation et à la recherche de solutions politiques plutôt que militaires. Pour l'instant, la décision de l'UA en faveur d'une résolution pacifique du conflit au Niger, qui a éclaté depuis la prise de pouvoir par les militaires le 26 juillet dernier, n'est pas soutenue par la CEDEAO. De son côté, le CPS a temporairement suspendu le Niger de toutes les activités de l'UA.

Il est important de noter que cette décision de l'UA ne signifie pas que la situation au Niger sera ignorée. Au contraire, cela montre la volonté de l'UA de trouver des solutions pacifiques et durables aux conflits. Il est essentiel que les différentes parties impliquées dans le conflit au Niger s'engagent dans un dialogue constructif afin de parvenir à une résolution pacifique et stable.

L'Union Africaine a rejeté l'intervention militaire au Niger, privilégiant le dialogue et la recherche de solutions politiques. Cette décision met en évidence l'engagement de l'UA en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique. Il est maintenant crucial que toutes les parties impliquées dans le conflit au Niger s'engagent dans un processus de dialogue pour parvenir à une solution pacifique et durable.

Siguéta Salimata Dembélé

Interdiction de l'importation de la farine de blé au Mali : Le ministre de l'industrie et du commerce s'explique



Le ministre de l'industrie et du commerce, moussa Alassane Diallo, interdit l'importation de la farine de blé et des pâtes alimentaires jusqu'à nouvel ordre au Mali. Au même moment, le prix de sac de 50 kg de farine baisse de 27 000 FCFA à 24 000 FCFA.

Derrière cette courageuse décision des plus hautes autorités du pays se cache une volonté manifeste de donner l'opportunité aux industries locales de s'épanouir, de mettre fin aux concurrences déloyales et de lutter contre l'importation de la farine contenant des insectes.

Selon un responsable d'un moulin, le stock de blé au Mali est largement suffisant pour tenir jusqu'en 2024.

Ainsi, explique-t-il, les productions de ces moulins peuvent combler largement la demande du marché local.

« L'usine Bouna industrie produit 3 100 tonnes de farine par jour, l'usine Grands Moulins : 7000 tonnes par jour, l'usine Wassa : 7000 tonnes par jour, l'usine Danaya : 3100 tonnes par jour, l'usine MDS : 4000 tonnes par jour et AMM : 3100 tonnes par jour », révèle notre interlocuteur.

En tout cas, cette décision de l'interdiction de l'importation de la farine de blé et des pâtes alimentaires jusqu'à nouvel ordre au Mali intervient à quelques jours après une rencontre entre le ministre de l'Industrie et les industriels du pays.

Le Directeur général du commerce, de la consommation et de la concurrence (DGCCC) et celui des Douanes du Mali sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la décision.

Pour rappel, dans le cadre de partenariat entre la Mali et la Russie, Moscou a approvisionné Bamako en blé à prix cassé. Selon les indiscrétions, Vladimir Poutine a mis à la disposition de notre pays, entre juin et juillet, une livraison de 50 000 tonnes de céréales à un coût très en deçà des cours du marché. Aussitôt reçus, les autorités ont mis ces blés à la disposition de 6 moulins du Mali à un prix très abordable pour réduire le coût du sac de farine dans le pays.

Source : l'Indicateur du Renouveau
Mise en ligne : Moctar Koné

Lutte contre l'exploitation illégale des ressources minières au Mali : 14 sites d'exploitation démantelés, 50 exploitants interpellés

Dans le cadre de la lutte contre l'exploitation illégale de nos ressources minières, la brigade du ministère de mines a démantelé un total de 14 sites d'exploitation frauduleuse et arrêté 50 exploitants illégaux tous de nationalité étrangère. Ils s'expliqueront devant la justice.

Selon la cellule de communication du ministère des Mines, dans le cadre de la lutte contre l'exploitation illégale de nos ressources minières, la brigade du ministère dédiée à cette tâche est à pied œuvre, sans relâche. Elle a effectué plusieurs opérations de janvier à mai 2023 dans les cercles de Kéniéba, Kangaba, et Bougouni, conformément à la volonté des plus hautes autorités d'endiguer le fléau qui a pris racine depuis plusieurs années dans notre pays.
La brigade, conduite par le Haut fonctionnaire du ministère des Mines, le Colonel Major, Nicolas Cissé, et composée des agents de la Direction nationale de la Géologie et des Mines (DNGM) et des forces de sécurité, a fait le constat du fléau que représentent les pratiques des exploitants illégaux, dont la majorité, sont de nationalité étrangère, en occurrence des Asiatiques. Ces derniers, résidant en très grand nombre dans les zones d'orpaillage, ont installé, en toute illégalité, de nombreux sites d'exploitation minière jusque dans les lits des cours d'eaux. C'est le cas notamment dans les fleuves Falémé, Wassoulou Balé, Sankarani, et le Baoulé, en violation de toutes les règles environnementales du Code minier. Le matériel et équipements utilisés par eux sont des pelleteuses, des chargeurs, des camions bennes, des systèmes utilisant des produits toxiques et nuisibles à la santé dans le cadre du traitement de minerais. A cela s'ajoute le dragage, en dépit de l'interdiction formelle de cette autre activité. « Ces pratiques, en plus de causer d'énormes dégâts environnementaux, privent notre pays d'une quantité importante de devises. D'où la nécessité de sévir, en dépit de la complexité du phénomène à cause des complicités dont les pratiquants bénéficient parmi les populations dans certaines localités », déplore le ministère des Mines.
Ainsi, de la période allant de janvier à mai 2023, la brigade du Colonel Major Nicolas Cissé a démantelé un total de 14 sites d'exploitation frauduleuse et 50 exploitants illégaux tous de nationalité étrangère ont été interpellés et mis à la disposition de la justice.
En termes d'équipements, 47 pelleteuses, 13 véhicules pickups, un porte-char, une citerne de 60 000 litres, 14 motos-pompes, et 6 groupes électrogènes de grande puissance ont été saisis et remis également à la justice.

Source : l'Indicateur du Renouveau
Mise en ligne : Moctar Koné

Projet DOU TOULOUMA : Pour l'autonomisation des agricultrices

Les responsables de la Fédération nationale des femmes rurales (Fenafer), et ceux des Associations régionales (Asprofer), étaient en conclave ce lundi 14 août 2023, dans la salle de réunion de L'Apcam. Ce, à la faveur d'un atelier de programmation du plan d'activités du projet ''Dou Toulouma''. Il vise à autonomiser les femmes dans les activités agricoles.

La cérémonie d'ouverture était présidée par Niakaté Goundo Kamissoko, présidente de la Fédération des femmes rurales du Mali. La quintessence de cet atelier est de faire la programmation des activités des Asprofer et de la Fenafer afin d'atteindre le résultat intermédiaire 1300. L'agriculture est un secteur d'activités porteuses de croissance au Mali. Dans le but de renforcer l'autonomisation socio-économique et le bien-être des agricultrices, les responsables de la Fenafer et des Asprofer, à travers les partenaires ont mis en place le projet Dou Toulouma (Femme Pilier de la famille).
Dans son intervention, Niakaté Goundo Kamissoko s'est réjouie de l'utilité du projet avant d'énumérer les zones d'intervention ainsi que les cibles concernées de ce projet. « Ce projet intervient dans les régions de Sikasso, Ségou, Koulikoro, Doïla et San au Mali et concerne 10 000 agricultrices et agriculteurs dont 81 % de femmes, 80 coopératives de base féminine et 6 unions, 4 organisations de la société civile dont 1 Fenafer, 3 Asprofer dans les régions de Koulikoro, Ségou et Sikasso », a-t-elle précisé. Poursuivant, elle a évoqué les filières d'intervention. « Le projet concerne les filières sésame, niébé, oignon, échalote, riz étuvé et autres filières porteuses pour les agricultrices et à appuyer les projets d'affaires adaptés aux défis environnementaux et au contexte de changement climatique », a-t-elle détaillé. Pour terminer, elle a déterminé la durée ainsi que les objectifs attendus de ce projet. « Sur une durée de cinq ans, ce projet vise à réaliser 90% les activités des plans de renforcement respectifs. Cette programmation sera exécutée à l'horizon 31 mars 2024 », a conclu la présidente Kamissoko.

Siriki KONE
Source : L'Alerte

Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à **Barton Hall** près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.
Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 6 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatifs. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

COURS ET ATELIERS:

24 heures de cours d'anglais
Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

Cours de langue: maximum 15 élèves par classe
Activités: grand choix parmi la liste ci-dessous

LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci dessous.
Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.
2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.
Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires.
Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.

Dates
Séjours 2023
Du 1er au 14 Août
ou
Du 14 au 27 Août

Tarifs :
2 000 000 FCFA
Frais d'Inscription :
300 000 FCFA

Séjour Exceptionnel à Dakar pour les formalités de visas en Juillet 2023

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : **Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?**

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

11ème session du Conseil d'Administration de l'AMAM : Le budget de 2023 s'élève à 849 189 000 FCFA

La 11ème session du Conseil d'Administration de l'AMAM (Agence Malienne de Métrologie) a été présidée par le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane. Au cours de cette session, 5050 instruments de mesure, toutes catégories confondues, ont été vérifiés. Les administrateurs du conseil d'administration ont examiné et adopté le procès-verbal de la 10ème session ordinaire, l'état d'exécution des recommandations de la 10ème session, le rapport d'exécution à mi-parcours du programme d'activités 2023 et le rapport d'exécution du budget correspondant, le projet de modification du programme d'activités 2023 et le budget correspondant, le projet de modification de l'accord d'établissement de l'AMAM, ainsi que diverses questions.

Pour rappel, l'AMAM est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité juridique et de l'autonomie de gestion. Elle a été créée par l'ordonnance n° 2017 - 014/P-RM.

Le directeur général de l'AMAM, Almeimoune Ag Alhassane, a donné le ton de cette session. Il a profité de l'occasion pour faire le point sur la conformité des instruments de mesure sur l'ensemble du territoire national, ainsi que sur les difficultés rencontrées. Le contrôle des instruments de mesure est un outil pour assurer la loyauté dans les échanges commerciaux et la protection des consommateurs. Il regroupe un ensemble d'exigences et de procédures de contrôle imposées par l'État pour garantir la fiabilité de certains instruments de mesure. "Malgré le contexte difficile que traverse le pays, la Direction et le personnel de l'Agence ont réussi, au cours du semestre écoulé, à maintenir voire à accroître leur rythme habituel d'information et de sensibilisation des acteurs de la métrologie, à contrôler de nombreuses mesures et instruments de mesure dans toutes les zones d'activités économiques accessibles du territoire national", a-t-il précisé.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, s'est déclaré très satisfait de la présidence de cette 11ème session et a remercié les agents de l'AMAM pour les résultats obtenus. Au total, 5050 instruments de mesure, toutes catégories confondues, ont été vérifiés, ce qui représente une amélioration par rapport au semestre précédent. Le budget initial pour l'exercice 2023 s'élève à 849 189 000 francs CFA. À la date du 30 juin 2023, il a été exécuté à hauteur de 50,56% en termes de recettes et de 44,08% en termes de dépenses. Ce résultat satisfaisant démontre l'engagement de la Direction et du personnel à relever le défi de la fiabilité des mesures et de la conformité des instruments de mesure dans notre pays. Cette rencontre lui a permis de prendre conscience de la qualité du matériel de haute technologie dont dispose l'Agence, permettant un contrôle précis des instruments de mesure tels que les compteurs d'eau, les compteurs d'électricité, le jaugeage des citernes et des stations-service, l'étalonnage et les balances.

En conclusion, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a échangé avec le Directeur général ainsi qu'avec les différents chefs de départements sur les missions et les responsabilités de l'agence, ainsi que sur les difficultés auxquelles la structure est confrontée.

Ibrahim Sanogo

Lutte contre la corruption : La loi du silence et de la complicité !

La dégradation des mœurs a atteint un niveau tel dans nos sociétés aujourd'hui que la corruption est la manifestation visible d'un phénomène dangereusement répandu : l'appât du gain facile et rapide. La lutte contre la corruption nécessite une action collective de la part de tous, et le rôle du journaliste est d'être le gardien de ce combat. Remplit-il pleinement son rôle dans la lutte contre la corruption dans notre pays ? Quoi qu'il en soit, il est impératif de mettre fin à la saignée des fonds publics dans notre pays.

La corruption est un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur au Mali. Les nombreux dossiers judiciaires en suspens dans ce domaine confirment ce constat peu reluisant. Les conséquences sont multiples et néfastes. Il ne fait aucun doute que la corruption est considérée comme un fléau qui mine la démocratie et l'état de droit, entraîne des violations des droits de l'homme et fausse le jeu des marchés. En outre, elle nuit à la qualité de vie et crée un terrain propice à la criminalité organisée, au terrorisme et à d'autres phénomènes menaçant l'humanité. La corruption est l'une des principales causes des mauvais résultats économiques, elle constitue également un obstacle majeur au développement et à la réduction de la pauvreté.

Pour endiguer ce fléau qui entrave les efforts de développement, les journalistes maliens doivent être plus incisifs afin de faire des découvertes importantes qui permettront de démasquer les personnes malhonnêtes. Dans les pays développés, les dénonciations des journalistes concernant la corruption, grâce à des enquêtes sérieuses, sont à l'origine de nombreux dossiers judiciaires. On a l'impression que les journalistes maliens sont peu présents dans ce domaine.

Le Dr Aly Tounkara, sociologue, est catégorique sur cette question épineuse qui a plongé le Mali dans une crise économique. Il soutient fermement que le journaliste doit dénoncer tout en apportant des preuves ou des pistes à explorer par les autorités judiciaires. Il doit également sensibiliser sur les méfaits de la corruption, qui retardent le pays et le maintiennent dans la pauvreté. Lorsqu'elle est généralisée, la corruption nuit à l'économie du pays et à l'intérêt commun. Elle ne profite qu'à quelques groupes ou individus et met également en péril les intérêts du pays. En effet, aucun investisseur ne souhaite s'aventurer dans un pays où la corruption a atteint une certaine proportion. Le journaliste doit être quelqu'un qui ne succombe pas à ce fléau, mais qui donne également le bon exemple, car nous savons que de nombreux journalistes tombent dans les mêmes travers que certains fonctionnaires malhonnêtes. Il convient également de noter que les journalistes maliens sont réputés dans ce domaine. Il n'est plus un secret que certains de nos confrères se livrent à l'intimidation pour gagner de l'argent, ce qui est en contradiction avec l'éthique et la déontologie journalistiques", affirme-t-il.

Le directeur de publication du journal Nouvelle Alliance, Levy Dougnon, est du même avis que son prédécesseur. Il encourage les journalistes à s'engager davantage dans la lutte contre ce phénomène. Aujourd'hui, on a l'impression que la presse se contente de relayer ou d'amplifier des affaires de corruption qui sont connues de tous. Mais nous n'avons pas une presse qui s'intéresse à la gestion des affaires nationales pour découvrir des dossiers qui pourraient éclairer la voie de la justice dans cette lutte implacable contre la corruption. À l'instar de certains médias occidentaux qui font des découvertes extraordinaires sur la gestion opaque de l'État. Malheureusement, au Mali, c'est tout le contraire. Les journalistes n'attendent que des communiqués ou des déclarations pour spéculer sur cette affaire, même s'ils avaient la possibilité de mener des enquêtes. Certains pensent que le rôle du journaliste se limite à relayer l'information. C'est une mauvaise interprétation de la situation. "Les récentes arrestations de certaines personnes ont été rendues possibles grâce à la dénonciation de certains anonymes. La presse doit s'engager dans la vie de nos entreprises pour déceler les irrégularités et informer les autorités judiciaires. Malheureusement, ce n'est pas ce qui se passe dans notre pays. Nous constatons une passivité des médias qui ne dit pas son nom", martèle-t-il.

Dans le même ordre d'idées, Boubacar Sangaré, directeur de publication du journal 26 mars, estime que pour jouer un rôle important dans la lutte contre la corruption, le journaliste lui-même doit donner l'exemple en évitant de se laisser corrompre. Cela est d'autant plus important que nous constatons l'émergence d'une nouvelle génération de journalistes qui se livrent à ce genre de pratiques. Cette pratique n'honore ni les personnes concernées ni la presse malienne dans son ensemble. On ne naît pas corrompu, on le devient par l'appât du gain facile. L'un des rôles du journaliste est de sensibiliser à travers des articles qui mettent en évidence les effets néfastes de la corruption. Cela permettra aux citoyens de prendre conscience de l'impact de la corruption sur le développement du pays. La dénonciation par le journaliste est essentielle pour traquer les criminels en col blanc.

Ibrahim Sanogo

Retrait définitif de la Minusma : Les actifs, équipements et inventaires affectés vers d'autres opérations de l'ONU

La mission multidimensionnelle intégrée des nations-unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) amorce son retrait définitif du pays. Ce départ des troupes onusiennes doit être accompagné du transfert des actifs cumulés, notamment les équipements et autres, tout au long de leur séjour. Ce départ, la Minusma compte l'accomplir conformément aux directives établies par l'ONU.

C'est du moins ce qu'on retient du Bureau de communication stratégique et de l'information publique de la mission onusienne au Mali.

Selon cette source, la MINUSMA s'apprête à franchir une nouvelle étape importante dans le cadre de son retrait définitif du Mali d'ici au 31 décembre 2023.

« Au-delà de son simple départ, la Mission se doit de s'assurer que les actifs accumulés durant son mandat soient transférés de manière responsable et en toute transparence », a-t- elle déclaré.

Et de rappeler : « au cours de son mandat au Mali, la MINUSMA a accumulé divers actifs, essentiels aux initiatives de maintien de la paix et à la protection des populations locales maliennes. À l'approche de la date de retrait, il devient primordial de gérer ces actifs de façon à en préserver la valeur. Cela implique également de garantir que leur transfert ou leur cession soit parfaitement conforme aux directives établies par l'ONU ».

Cession conformément aux réglementations de l'ONU

Selon notre source, le processus de cession respecte le règlement et règles financières des Nations-Unies (UNFRR).

« Au fur et à mesure que l'empreinte de la MINUSMA diminue, les actifs, équipements et inventaires jugés superflus seront redirigés vers d'autres opérations de la paix de l'ONU et des missions politiques spéciales. Ces actifs englobent des équipements qui répondent à des besoins identifiés dans d'autres missions, ainsi que des articles qui possèdent des certifications spécifiques pour les utilisateurs finaux ou qui ont des restrictions concernant leur cession à des tiers », a précisé la source.

Et d'ajouter : « Si les missions de paix ou politiques n'ont pas besoin de certains actifs, les Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies au Mali auront l'opportunité de les acheter. Ensuite, tout bien excédentaire restant sera disponible pour la vente commerciale. Cette étape sera effectuée en collaboration avec les autorités douanières pour déterminer les droits de douane et tarifs en vigueur ».

Par ailleurs, précise notre source : « De plus, sur demande d'organisations internationales, d'entités gouvernementales ou d'organisations à but non lucratif sélectionnées, certains biens peuvent être donnés ou vendus à un prix symbolique. Cependant, ces organisations peuvent bénéficier de cette opportunité seulement si leurs objectifs correspondent à ceux fixés par l'ONU pour ses missions au Mali ».

Transfert d'infrastructures aux autorités nationales

Toutefois, a fait savoir notre source, certaines infrastructures construites par la MINUSMA pourraient être cédées au gouvernement malien.

« Cela comprend les aérodromes, les bâtiments et les ponts par exemple. La compensation pour ces actifs sera déterminée d'un commun accord entre l'ONU et le gouvernement du Mali. Si certains actifs ne font pas l'objet d'une compensation financière, ils seront remis gratuitement au gouvernement malien une fois que les approbations nécessaires auront été obtenues ».

Dans la même dynamique, souligne la source, « La réduction progressive de l'empreinte de la MINUSMA entraînera un déplacement important du personnel et des équipements, tant au Mali que vers les pays voisins. Des documents détaillés décrivant ces mouvements et transferts de biens seront partagés avec les autorités gouvernementales pour un retrait dans les meilleures conditions ».

Retrait transparent

Enfin, il estime « essentiel de comprendre que toutes ces procédures de cession d'actifs suivent strictement le Règlement et Règles financières des Nations-Unies ainsi que la Résolution 2690 (2023) du Conseil de sécurité. Cette dernière souligne l'importance de travailler en harmonie avec le gouvernement malien pendant la réduction des effectifs et la liquidation de la mission ».

Source : l'Indicateur du Renouveau
Mise en ligne : Moctar Koné

Trésor et comptabilité publique : La corruption à ciel-ouvert ?

Ceux qui pensaient que la gestion clanique, l'affairisme, la magouille, et le retard chronique dans le paiement des créanciers de l'état étaient des mauvais souvenirs au niveau de la direction nationale du trésor et de la comptabilité publique, doivent déchanter, tant ces pratiques obscènes ont la vie dure dans notre pays qui, apparemment, peine à s'adapter dans l'élan du « MaliKura» prôné par les autorités de la transition, à moins que... à moins que tout ne soit une simple vue d'esprit pour faire des maliens des sujets plus corvéables encore... et pour cause : les créanciers de l'état y doivent mettre la main dans la poche pour espérer entrer en possession de leurs dus !

La Direction, Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, censée apporter une bouffée d'oxygène à l'Etat à travers le paiement des créances, semble aujourd'hui devenue un «petit État» dans l'État du Mali, dirigé par des «demi-dieux» auxquels il faut payer d'abord, et selon les quotas qu'ils vous imposent, pour avoir son argent. «J'ai des impayés au niveau du Trésor, mais je n'ai plus vraiment la force nécessaire de me tuer à des va-et-vient inutiles pour me faire entendre dire tous les jours la même chanson: «rien de régler d'abord», nous confie un créancier qui dit qu'il sait pourquoi on lui soumet à cette torture.

Et quand on lui fait savoir que c'est peut-être parce qu'il n'y a pas d'argent, vu le contexte difficile dans lequel le pays est plongé, il rétorque: «Détrompez-vous mon cher, nous savons comment ça se passe. On peut tout me dire sauf un défaut de liquidité, ces genres d'arguments ne tiennent plus, car avec le budget programme, toutes les dépenses sont préalablement approuvées en fonction de la disponibilité des ressources. C'est juste un système mis en place au niveau du Trésor par des brebis-galeuses pour se faire la poche sur le dos des fournisseurs et autres créanciers de l'État».

«Il n'y a rien de surprenant à ce que je vous dis», nous confie notre interlocuteur, et d'ajouter: «Nous vivons au quotidien l'entêtement de certains agents et chefs de service d'avoir quelque chose afin que nos factures soient vite réglées. Sauf que si l'on fait ce jeu-là, on risque de se retrouver finalement avec des miettes, le trésor n'étant que le dernier maillon d'une longue chaine, où nous sommes soumis à une corvée de paiement de pots de vin, des services de départ au Contrôle financier. Vraiment, il urge que ces pratiques cessent».

Peut-on parler de changement dans notre pays, disons de «Mali-Kura» dans un contexte où sévissent les pratiques du «Mali-Kôrô», si «Mali-Kura» il y a vraiment ? Une chose est claire, selon notre interlocuteur, tout le monde, du sommet de l'État aux plantons dans nos services publics, est courant de ces pratiques qui gangrènent, au-delà du Trésor, toute l'Administration malienne.

«La présidence de la République n'est pas épargnée... Je ne sais pas comment ça se passe présentement, sinon sous les anciens régimes, des milliards supposés être rétrocédés au trésor prenaient toujours d'autres destinations, sans que nul ne crie gare», ajoute notre interlocuteur.

Les plus hautes autorités sont donc fortement interpellées !

Par Moussa DIARRA
L'express de Bamako

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Front social : Le Conseil national du dialogue social institué pour apaiser !

Face au front social devenu volatile en République du Mali, le gouvernement envisage une solution pour mettre fin aux grèves à répétition qui paralysent les activités dans le pays. Alors que plusieurs organisations syndicales annoncent des grèves à la fin de ce mois d'août, le Conseil des ministres a adopté un texte instituant le Conseil national du dialogue social afin de créer un cadre d'échange propice.

Les Syndicats des Travailleurs du Ministère des Maliens Établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, ainsi que ceux des Affaires Étrangères, indiquent que cette décision fait suite à un moratoire de trois mois observés en réponse à la demande du gouvernement. Ces deux syndicats exigent la majoration des indemnités annuelles et mensuelles d'équipements accordées aux personnels des deux ministères, ainsi que l'effectivité du mouvement diplomatique.

La coalition prévient qu'en cas de non-satisfaction de ses doléances, une grève de 72 heures débutera à partir du 30 août prochain. Elle menace de reconduire son mot d'ordre de grève autant de fois que nécessaire jusqu'à la satisfaction totale de ses revendications.

Par ailleurs, la plateforme des syndicats de la santé du Mali exige l'adoption du projet de statut des agents de santé, la création d'une passerelle entre la fonction publique des collectivités et l'enseignement supérieur, ainsi que le paiement des arriérés des bi-appartenant, entre autres. En cas de non-satisfaction, une première étape de grève est prévue du 28 août au 1er septembre, une seconde du 6 au 8 septembre, et une troisième du 14 au 15 du même mois.

Renforcer le dialogue

Le Conseil des ministres a adopté, le mercredi 9 août 2023, un projet de texte portant institution du Conseil national du dialogue social. Ce Conseil aura pour mission de maintenir le dialogue entre l'État et les syndicats des travailleurs afin de prévenir ou gérer les conflits. Le sociologue Yacouba Dogoni apprécie l'initiative et pense qu'elle permettra d'apaiser les tensions et d'éviter les nombreuses grèves.

"Ce Conseil doit non seulement veiller à l'évaluation des syndicats, mais aussi essayer d'apaiser le climat des travailleurs au Mali", a-t-il fait savoir Yacouba Dogoni. Selon ce dernier, si on parvient à créer le Conseil avec les différents postes et catégories socio-professionnelles, "je pense que cela pourrait être un début de solution".

Cependant, a-t-il souligné, l'important est de pouvoir intervenir concrètement et de manière durable sur les syndicats de travailleurs de la fonction publique. "Il faut penser à résoudre le problème de façon progressive, et l'État doit comprendre que lorsqu'il y a des revendications de droits, il faut essayer d'intervenir pour remédier aux crises", a-t-il conclu.

Binadjan Doumbia

Yacouba Katilé : « Nous sommes déterminés à sauver notre pays en accompagnant les autorités de la transition »

La section syndicale des douanes a tenu, hier mardi 15 août 2023, au stade du 26 mars de Bamako, sa 5è conférence nationale. A l'issue de cette rencontre, un nouveau bureau sera mis en place pour un mandat de 5 ans. Selon certaines indiscrétions, le secrétaire général sortant, Yacouba Katilé, est en pole position pour rempiler.

En effet, le Secrétaire général de la Section syndicale des Douanes du Mali, Yacouba Katilé, non moins Secrétaire général de l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM) et président du Conseil économique, social, environnemental et culturel, est revenu sur le bilan de son équipe qui a permis le parachèvement des chantiers en cours et initié de nouveaux. Grâce à sa détermination, le bureau sortant « à sauver notre pays en accompagnant les autorités de la transition » sur plusieurs chantiers.

Selon Yacouba Katilé, les travaux de la 5è conférence nationale de leur Syndicat se déroulent dans un double contexte particulier.

« Notre pays vit une Transition apaisée du fait des acteurs concernés. L'évolution de la Transition a permis de baliser le terrain à travers un calendrier électoral dont la première partie a été l'adoption d'une nouvelle Constitution par référendum, donnant naissance à la 4ème République », dira Yacouba Katilé.

Le second contexte, précise-t-il, est celui de la situation de la sous-région, suite au coup d'Etat au Niger. « La CEDEAO et l'UEMOA ont décrété un embargo contre ce pays frère et fermé les frontières. Cela nous interpelle tous, car, concernés par la sécurité dans notre sous-région. Pour notre part, nous sommes déterminés à sauver notre pays en accompagnant les autorités de la Transition à travers un soutien et une adhésion sans faille », a-t-il souligné. Et de poursuivre : « Camarades, notre pays vit dans sa chair et

dans son âme l'insécurité et son lot de déplacés internes et d'exilés. Notre syndicat est solidaire de ces victimes et vit leur situation comme un drame. C'est pourquoi nous nous inclinons devant la mémoire de toutes les victimes tant maliennes qu'étrangères. Nous saluons également la mémoire de tous les douaniers tombés sur le champ de l'honneur. Leur sacrifice n'a pas été vain ». .

L'occasion était bonne pour le Secrétaire général, Yacouba Katilé, d'inviter ses camarades « à l'union sacrée ; à instaurer la circulation, en notre sein, de l'information et accepter la critique d'où qu'elle vienne ; inciter à une auto-détermination de toutes et de tous, pour plus de cristallisation du syndicalisme douanier ; développer en faveur des autres travailleurs et du peuple des options, des visions, des activités en faveur de l'unité syndicale, qui est en cours dans le monde comme au Sénégal, en Guinée, en Allemagne, en Belgique, aux USA et au Canada ». Et de plaider : « C'est pourquoi nous devons avoir avec toutes nos directions des relations telles que le mérite soit rémunéré aussi bien aux plans national, régional et même local. Il y a une véritable émulation pour se hisser, dans la profession en tête, dans les performances. Nous devons nous organiser pour que les familles, les enfants surtout de nos camarades tombés dans l'exercice de leurs fonctions, ne se retrouvent brusquement dans la détresse, la précarité, la pression du manque de besoins, surtout vivriers ».

Parlant de son bilan à la tête de la Section syndicale des Douanes, Yacouba Katilé dira qu'il a été « le parachèvement des chantiers en cours ainsi que l'initiation de nouveaux en relation avec l'administration douanière ».

Source : l'Indicateur du Renouveau
Mise en ligne : Moctar Koné

Cybercriminalité grandissante au Mali : Le gouvernement prend des mesures

Le ministre de la justice, des droits de l'homme, garde des sceaux, Mahamadou Kassogué, était, hier mardi 15 août 2023, devant les membres du conseil national de transition (CNT) pour expliquer les mesures prises par le gouvernement en matière de cybercriminalités au Mali qui ne cesse de prendre des proportions inquiétantes.

Selon Mahamadou Kassogué : « Si ce n'est pas le Mali, aucun pays de l'Afrique de l'Ouest n'à créer le Pôle anti-cybercriminalité. C'est une recommandation des Assises nationales de refondation de créer un pôle pour ce domaine. Le Pôle a été créé, il y a eu un procureur, un juge d'instruction, et des juges au siège. Ce que nous disons à la population, les réseaux sociaux ont été créés pour faciliter les choses, avoir l'information rapidement, appeler les proches, ou faire des affaires dans les normes, faire des recherches, des achats, etc. Mais, dès que tu sors de ce cadre, et tu commences à insulter les gens, mentir, ou encore escroquer les gens, en ce moment, tu es en infraction ; donc tu auras la sanction que tu mérites, sans doute. A ce niveau, ceux qui font des vidéos qu'on appelle les ''vidéoman'' font partie de ceux qui publient ces vidéos, et même ceux qui commentent sont concernés. Donc chacun doit faire attention », a largement expliqué le ministre de la Justice devant le CNT.

Et Mahamadou Kassogué de préciser : « On ne fait pas ça pour faire du mal à qui que ce soit ou pour créer des problèmes aux gens. On veut que les maliens respectent nos valeurs. Comme ça on peut exprimer nos pensées dans le respect sans problème, sinon dans le cas contraire, il y'aura des sanctions sévères. On a demandé aux présidents des juridictions, aux juges d'instruction, aux procureurs et aux brigades de sanctionner sévèrement ceux qui vont continuer sur le chemin, car ce n'est pas du tout normal que quelqu'un insulte les parents des autres ».

Pour rappel, dans un communiqué, en date du 10 août dernier, le Procureur du Pôle de lutte contre la cybercriminalité alertait les utilisateurs des réseaux sociaux sur les dérives que certains s'adonnent, à travers des propos et déclarations heurtant la sensibilité et contraires à la préservation de la paix publique.

« Ces propos contraire à la liberté de culte susceptibles de dresser les citoyens les uns contre les autres sont réprimés par le code pénal et la loi N°2019-056 du 5 décembre 2019 portant répression de la cybercriminalité et possible de poursuite pénal », précise le communiqué.

Avant d'annoncer : « En conséquence, le procureur du Pôle de lutte contre la cybercriminalité a décidé de l'ouverture d'une enquête judiciaire, en vue de l'interpellation de la traduction en justice des auteurs, coauteur et complice de ces agissements ».

En tout cas, il n'est un secret pour personne, depuis quelques semaines, une tension s'est installée entre certains jeunes sunnites et des chasseurs dozos, ou féticheurs sur les réseaux sociaux. Dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, apprend-on, des interpellations ont déjà commencé pour résoudre ce problème. En effet, le lundi dernier, un jeune sunnite connu sous le nom de Bafa Fomba, sur les réseaux sociaux, a été interpellé pour des propos « attentatoires à la liberté de culte » et susceptibles de dresser les citoyens les uns contre les autres. Selon certaines indiscrétions, le jeune Fomba aurait été placé sous mandat de dépôt par le Procureur du Pôle judiciaire de lutte contre la cybercriminalité.

Mise en ligne : Moctar Koné
Source : l'Indicateur du Renouveau

Restaurants modernes : La nouvelle tendance à Bamako

A Bamako, les restaurants modernes sont devenus des lieux très fréquentés. On en trouve un peu partout, dans tous les quartiers. Même si ces différents restaurants proposent presque les mêmes menus, cela n'empêche pas la clientèle d'affluer. Cela permet aux acteurs de ce domaine de se démarquer.

Dans la capitale malienne, il est impossible de parcourir 100 à 200 mètres sans remarquer un restaurant moderne. Chaque jour, de nouveaux restaurants ouvrent leurs portes, proposant les mêmes menus. Certains estiment que cela est dû à la modernité, qui attire de plus en plus les Bamakois vers des plats non originaires d'Afrique.

Selon Awa N'diaye, restauratrice, les restaurants modernes connaissent un succès florissant : "Bamako est inondé de restaurants, mais cela n'empêche pas les vendeurs de gagner leur vie. En effet, une grande partie de la population est attirée par les plats proposés. Ce secteur est très prometteur et permet d'attirer une clientèle haut de gamme". Selon elle, les cadres et les personnes aisées sont les plus friands de la nourriture des restaurants modernes. "Ici, notre prix le plus bas est de 1000 Francs. Peu importe le prix que nous proposons, il y aura toujours des personnes prêtes à acheter notre nourriture, car les gens accordent plus d'importance à tout ce qui est moderne. C'est ce qui rend ce secteur si attrayant", ajoute-t-elle.

Les propos d'A. N'diaye se sont avérés vrais lorsque Amadou Coulibaly, serveur dans un restaurant local, nous a confié que chaque jour, midi et soir, son restaurant est pris d'assaut par des cadres supérieurs, des chefs d'entreprise et leurs coursiers. Selon lui, ces clients peuvent dépenser jusqu'à 5000 Francs ou plus en une seule fois, ce qui montre à quel point les restaurants modernes sont bénéfiques et rentables.

Mamadou Lamine Diarra, grand amateur de restaurants et de pâtisseries modernes, explique que son amour pour ces lieux est dû en grande partie à leur propreté. Selon lui, les restaurants et pâtisseries modernes offrent des plats très propres : "Je n'ai aucun problème avec le fait que les restaurants se modernisent dans la capitale. Cela nous permet de manger des plats délicieux et sains. Nous pouvons nous passer de la nostalgie de certains plats occidentaux", dit-il.

Siguéta Salimata DEMBELE

Présence russe en Afrique : L'Ukraine annonce sa lutte contre cette influence

Le ministre des Affaires étrangères ukrainien a déclaré, lors d'une longue interview avec l'AFP, vouloir "rétablir" les relations entre Kiev et les nations du continent africain. Le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kouleba, a annoncé une lutte "de longue durée" pour relancer les relations entre Kiev et l'Afrique et réduire l'"influence" de Moscou sur ce continent.

Selon lui, la présence de Moscou repose sur "la coercition, la corruption et la peur". Après des décennies d'oubli, Kiev a lancé une opération de séduction en Afrique dans l'espoir d'obtenir son soutien face à l'invasion russe de l'Ukraine qui a débuté en février 2022.

"Beaucoup d'années ont été perdues, mais nous allons promouvoir une renaissance ukraino-africaine, rétablir ces relations", a déclaré M. Kouleba lors d'une interview accordée mercredi à l'AFP. "Ce continent a besoin d'un travail systématique et de longue durée", a ajouté le ministre, qui a déjà effectué trois tournées en Afrique depuis l'automne dernier. En juin, une délégation de chefs d'État africains dirigée par le président sud-africain Cyril Ramaphosa s'est également rendue en Ukraine.

Si "la plupart des pays africains" affichent toujours leur "neutralité" face au conflit, "une lente érosion des positions russes en Afrique est en cours", a assuré le ministre en citant le Liberia, le Kenya, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Mozambique, le Rwanda et la Guinée équatoriale parmi les nouveaux partenaires de Kiev sur le continent.

"Nous ne voulons pas être une autre Russie. Notre stratégie n'est pas de remplacer la Russie, mais de libérer l'Afrique de l'influence russe", a-t-il souligné.

M. Kouleba accuse le Kremlin d'utiliser "la coercition, la corruption et la peur" pour maintenir des pays africains sous son contrôle, tout en affirmant que Moscou n'a que "deux puissants outils de travail en Afrique : la propagande et [le groupe paramilitaire] Wagner".

La Russie a entamé il y a plusieurs années un rapprochement intense avec l'Afrique, y compris par le biais des services de sécurité fournis par Wagner, notamment au Mali et en République centrafricaine, en se présentant comme un rempart contre "l'impérialisme" et le "néocolonialisme" occidental.

M. Kouleba a également qualifié de "mensonges" les préoccupations exprimées par Moscou concernant la sécurité alimentaire de l'Afrique, après s'être retiré d'un accord crucial qui a permis d'exporter 33 millions de tonnes de céréales ukrainiennes par la mer Noire en un an, malgré l'invasion russe."Les Africains ont constaté que toutes les déclarations de Poutine concernant son intérêt pour les pays africains sont des mensonges", a déclaré M. Kouleba.

L'abandon de cet accord par Moscou en juillet a suscité des craintes quant à une augmentation des prix des céréales, ce qui affecte particulièrement les pays les plus pauvres. Le président russe a ensuite promis de fournir gratuitement des céréales à six pays africains.

M. Kouleba estime que ce sont les agriculteurs ukrainiens et les consommateurs africains de pain qui paient le prix le plus élevé pour la sortie de Moscou de cet accord.

Des enjeux "trop élevés"

En ce qui concerne la contre-offensive épuisante lancée contre l'armée russe depuis juin, le ministre a déclaré que les troupes ukrainiennes avaient pour "objectif" de libérer toute l'Ukraine, y compris la péninsule de Crimée annexée par Moscou en 2014, "peu importe le temps que cela prendra".

Selon les dirigeants de Kiev, cette opération militaire progresse moins rapidement que prévu. Elle a permis de reprendre quelques petites localités, mais se heurte à de solides lignes de défense russes, notamment des tranchées et des champs de mines.

L'Ukraine, dont les pertes militaires et civiles sont estimées à plus de 100 000 morts ou blessés par les Occidentaux, "paie le prix le plus élevé" dans ce conflit, a admis le ministre. "Mais tant que le peuple ukrainien estime que l'Ukraine est capable de gagner et d'atteindre ses objectifs par la voie militaire", a-t-il assuré, "la lutte continuera". "Nous sommes tous fatigués. Je suis fatigué et vous êtes fatigués", mais "les enjeux sont trop élevés pour permettre à la fatigue de dicter la nature de nos décisions", a ajouté M. Kouleba.

Bien qu'il ait affirmé ne pas ressentir de pression de la part des alliés occidentaux de l'Ukraine pour accélérer la contre-offensive, le ministre s'est dit "un peu irrité" par certains commentaires sur la lenteur de cette opération. "La meilleure approche pour ceux qui veulent que cela se fasse rapidement et brillamment est de rejoindre la légion étrangère [ukrainienne] et de le faire rapidement et brillamment", a-t-il lâché.

Binadjan Doumbia

Putsch au Niger : L'influence russe a-t-elle joué un rôle ?

Les motivations du coup d'État militaire qui a renversé le président démocratiquement élu Mohamed Bazoum au Niger restent floues à ce jour. S'agit-il d'une réaction corporatiste de l'armée ou d'une ingérence de la Russie ?

Le 6 août dernier, lors d'un rassemblement de plus de 30 000 personnes au stade de Niamey, des partisans des putschistes du CNSP ont brandi des drapeaux russes. Cependant, ces gestes ne prouvent pas que la Russie ait exercé une quelconque influence dans ce coup d'État.

Bien que le Niger entretienne des liens traditionnels avec la Russie en matière de formation et de fourniture d'équipements militaires, ces échanges restent toutefois peu importants.

Selon Daniel Eizenga, expert du Sahel à l'African Center d'études et de stratégie, "les relations entre le Niger et la Russie sont assez limitées". Mis à part un accord militaire conclu en août 2017 à durée indéterminée, qui comprend une disposition relative à la lutte contre le terrorisme, le Niger a peu de liens avec la Russie en matière de sécurité.

Cependant, sous le mandat du président déchu Mohamed Bazoum, en novembre 2022, la Russie et le Niger ont renforcé leur relation après une rencontre à Niamey entre le ministre de la Défense de l'époque, Alkassoum Indatou, et l'ambassadeur russe à Bamako, Igor Gromyko. Le contenu de la rencontre n'a pas été dévoilé, mais les deux parties ont abordé des questions relatives à la formation des soldats et à la fourniture d'armes et de munitions pour la lutte contre le terrorisme dans le pays et dans l'ensemble du Sahel.

Un cadre du parti du président déchu, Mohamed Bazoum, qui s'est confié à Deutsche Welle sous couvert d'anonymat par crainte pour sa sécurité, souligne que ce rapprochement entre le Niger et la Russie était "un poison que les autorités venaient d'avaler" au moment où le Niger renforçait ses liens avec la Russie.

Ce rapprochement entre le Niger et la Russie pourrait se poursuivre à la suite du coup d'État, notamment en ce qui concerne la vente d'armes par Moscou.

Bakary Traoré, docteur en sciences politiques de Bamako au Mali, explique : "La vente d'armes au Niger est une piste à explorer, car depuis 2010, les États du Sahel ont tendance à diversifier leurs relations. Cela pourrait être une opportunité pour la Russie de vendre ses armes et d'obtenir des ressources, d'autant plus qu'elle est engagée dans un conflit coûteux avec l'Ukraine."

Le Niger, une opportunité pour Wagner ? Évoquant la situation au Niger, Evguéni Prigojine, le chef du groupe paramilitaire russe Wagner, a déclaré dans un enregistrement publié le 7 août sur sa chaîne Telegram qu'il était aux côtés de "peuples qui se battent pour leur souveraineté et leurs droits". Cette déclaration faisait suite à la visite à Niamey le 7 août dernier de Victoria Nuland, la numéro deux de la diplomatie américaine.

Malgré tout, il est trop tôt pour parler d'une éventuelle présence de la milice Wagner au Niger, estime Leslie Varenne, directrice de l'Institut de veille, d'étude et des relations internationales et stratégiques de Paris. Elle déclare : "Il y a beaucoup de rumeurs qui circulent autour de la présence de Wagner au Niger, mais pour l'instant, nous n'avons aucune preuve concrète." La chercheuse s'interroge également sur les relations actuelles entre les militaires au pouvoir et la Russie, affirmant ne voir aucune relation.

La plupart des dirigeants actuellement au pouvoir au Niger ont en effet été formés principalement dans des écoles américaines et françaises.

Néanmoins, des campagnes pro-russes et anti-françaises menées sur les réseaux sociaux avant le putsch au Niger ont pu contribuer à déstabiliser le président déchu Mohamed Bazoum.

Des campagnes de propagande sur les réseaux sociaux se poursuivent depuis le coup d'État. Elles visent à discréditer la France et le régime du président Mohamed Bazoum et à imposer une influence russe.

Selon Daniel Eizenga, expert du Sahel à l'African Center pour les études et de stratégie, le Niger a été ciblé par des campagnes de désinformation sur les réseaux sociaux autour du putsch du 26 juillet. Le chercheur évoque "des récits trompeurs qui dénigraient les dirigeants dans le but de préparer le terrain pour le coup d'État." L'expert précise qu'une fois le coup d'État réalisé, ces réseaux soutiennent la junte militaire au pouvoir en diffusant des informations erronées affirmant que la France a armé les islamistes qui ont attaqué l'armée nigérienne.

Une technologie sophistiquée est utilisée pour propager ces fausses informations sur les réseaux sociaux, notamment des photomontages et des vidéos trafiquées à l'aide d'intelligence artificielle, dans le but de manipuler ou de désinformer l'opinion publique nigérienne, souligne également Quemal Affagnon de l'ONG Internet sans frontières pour l'Afrique de l'Ouest.

Sur les réseaux sociaux, à l'image de ce qui s'est déroulé au Mali et au Burkina Faso, des activistes pro-russes attisent le sentiment anti-français pour accroître leur influence dans la région.Le prétendu sentiment anti-français n'est en réalité que le résultat des perturbations de la Russie dans les relations franco-africaines, ce qui attise ce sentiment. Bien sûr, cela se produit au moment où la Russie cherche à établir des partenariats, à se faire des amis et à trouver des alliés dans la région. C'est ce que résume Ovigwe Eguegu, analyste politique nigérian.

Binadjan Doumbia

Décisions de la CEDEAO contre le Niger : Divergence au sein de l'union africaine

Dans un tournant surprenant des événements, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine (UA) se trouve divisé quant à l'approbation des décisions prises par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) concernant le Niger. Des sources internes révèlent que les États membres n'ont pas réussi à parvenir à un consensus sur la démarche consistant à se rallier aux mesures adoptées par la CEDEAO à l'encontre du Niger. Cette impasse intervient après de longues heures de délibérations et met en lumière les divergences d'opinion au sein de l'Union Africaine.

Division au Sein de l'Union Africaine : Désaccord sur les Mesures Concernant le Niger

Un Vent de Désaccord au Sommet

Des débats acharnés et des discussions prolongées ont caractérisé la réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, qui s'est tenue le lundi 14 août. Cette réunion a révélé un désaccord profond au sein de l'organisation continentale quant à la réponse appropriée face à la situation au Niger, depuis le renversement du pouvoir par les militaires le 26 juillet. Alors que la junte dirigée par le général Tiani reste résolue malgré les sanctions économiques et les menaces de recours à la force émanant de la CEDEAO, les fissures se multiplient entre les nations africaines quant à la conduite à adopter.

Conflit d'Opinions à l'UA : Approbation Mitigée des Décisions de la CEDEAO envers le Niger

L'Union Africaine dit Non à l'Intervention Militaire

Dans un geste qui a surpris de nombreux observateurs, l'Union Africaine a catégoriquement rejeté toute idée d'intervention militaire au Niger. Cette décision claire illustre l'engagement continu de l'UA en faveur de la paix et de la stabilité dans la région. Contrairement à la CEDEAO, qui a choisi de maintenir l'option d'une "activation immédiate de sa force en attente", l'UA a opté pour une position de retenue et de désescalade. Cela pourrait potentiellement affaiblir le poids de la CEDEAO dans la région et poser des questions sur la légitimité d'une éventuelle opération militaire.

Crise Nigérienne : L'Union Africaine en Quête d'Unité Face à la Divergence

La Suspension Temporaire du Niger

En outre, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a pris la décision de suspendre temporairement le Niger de toutes les activités de l'organisation. Cette mesure vise probablement à adresser un avertissement clair au gouvernement nigérien et à montrer la désapprobation de l'UA envers les récents événements au Niger. Cependant, cette suspension temporaire pourrait également être un moyen de pression en vue de favoriser une résolution pacifique et négociée de la crise.

Suspension Temporaire et Désaccord : L'UA Réagit aux Événements au Niger

Des Questions sur l'Unité Africaine

Alors que les jours passent, il devient de plus en plus évident que la situation à Niamey est complexe et que les opinions divergent au sein de l'Union Africaine. La réunion "tendue", qui s'est prolongée pendant plus de dix heures, met en évidence les défis auxquels l'UA est confrontée pour parvenir à un consensus solide sur les questions cruciales de paix et de sécurité en Afrique. La divergence entre l'UA et la CEDEAO sur la question du Niger pourrait également mettre en lumière des questions plus larges concernant la coordination et l'unité des organisations régionales africaines.

Complexité de la Prise de Décision à l'UA : Réflexions sur la Crise Nigérienne et l'Unité Africaine

En fin de compte, la décision de l'Union Africaine de rejeter l'intervention militaire au Niger envoie un message fort en faveur de la recherche de solutions pacifiques pour résoudre la crise actuelle. Cependant, les défis persistants et les divergences d'opinion au sein de l'UA soulignent la complexité de la prise de décision collective sur des questions aussi délicates. L'avenir politique du Niger et la stabilité régionale restent incertains, et les prochaines étapes des organisations africaines influenceront grandement l'issue de cette situation critique.

Décision Claire, Perspectives Divisées : L'UA Dit Non à l'Intervention Militaire au Niger

Moussa Keita
Source: Bamada.net

Liquidité dans les banques nigériennes : La BCEAO dément l'information diffusée par RFI

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a démenti l'information diffusée par la Radio France Internationale (RFI) selon laquelle les banques nigériennes étaient alimentées par celle-ci.

En effet, dans un communiqué en date du 16 août 2023, la BCEAO a dénoncé l'« interprétation erronée » faite par ce média français.

« Dans une information audio, diffusée le mardi 15 août 2023 par le média Radio France Internationale (RFI), il a été indiqué que la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) continue d'alimenter chaque semaine les banques nigériennes en liquidités ».

Pour la BCEAO, « il s'agit d'une interprétation erronée du fonctionnement des guichets à travers lesquels la Banque Centrale accorde des ressources aux banques de l'Union ».

Par ailleurs, souligne la BCEAO dans son communiqué, « les montants indiqués par ce média ne correspondent pas à de nouvelles injections de liquidités. Il s'agit plutôt de reconductions d'encours de créances de la Banque Centrale, d'échéances hebdomadaires et mensuelles, sur les banques du Niger, qui existaient avant la prise des sanctions. Ces reconductions n'entraînent donc pas de nouvelles injections de liquidités ».

Rappelons que les chefs d'État de l'Afrique de l'Ouest étaient en sommet sur la situation du Niger le dimanche 30 juillet 2023, quelques jours après le coup d'État contre le Président Mohamed Bazoum. Les putschistes sont sommés de rétablir le Président élu démocratiquement, prenant ainsi une série de sanctions, dont une « intervention militaire » en réflexion depuis hier jeudi 17 août 2023 à Accra au Ghana.

À Abuja, lors d'un sommet extraordinaire le 30 juillet 2023, des sanctions dures ont été prises à l'encontre des militaires nigériens. Entre autres : « la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre le Niger et les pays de l'UEMOA ; l'interdiction du survol de l'espace de l'UEMOA à tout aéronef à destination ou en provenance du Niger ; la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les pays de l'UEMOA et le Niger, y compris celles portant sur les produits pétroliers, l'électricité, les biens et services ; la suspension de toutes les transactions financières entre le Niger et les pays de l'UEMOA ; le gel des avoirs financiers et monétaires du Niger à la BCEAO et dans les banques commerciales des pays de l'UEMOA ; le gel des avoirs et monétaires des entreprises publiques et parapubliques du Niger à la BCEAO et dans les banques commerciales des pays de l'UEMOA ; la suspension des opérations financières entre les banques du Niger et les banques installées dans les autres pays de l'UEMOA.

La suspension de toutes assistances et transactions financières en faveur du Niger par les institutions de financement de l'UEMOA, particulièrement la BOAD, l'interdiction de voyage des auteurs de cette tentative de coup d'État ; le gel de leurs avoirs financiers et la confiscation de leur patrimoine... ».

Binadjan Doumbia

Au Cameroun : Samuel Eto'o contre « les ennemis du football »

La confédération africaine de football (CAF) a ouvert une enquête sur le président de la FECAFOOT pour « comportement inapproprié ». Dans une autre affaire, le tribunal arbitral du sport a rendu une décision défavorable à l'ancien footballeur. Pour Eto'o, décidément, la période est compliquée.

La vie de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) n'est pas un long fleuve tranquille. Si l'arrivée à sa tête de Samuel Eto'o avait été accueillie comme un espoir – celui de mettre fin à ses luttes intestines –, l'ancien numéro 9 du Barça a, par certaines de ses initiatives, rajouté à la dramaturgie du foot national. En moins de deux ans de mandat, l'ambitieux natif de Nkon a manifesté des désaccords avec le ministre des Sports, dénoncé brusquement le contrat d'équipementier du Coq Sportif, engagé un bras de fer avec les secrétaires généraux de l'instance…

Ce ne sont pourtant pas ces conflits qui ont décidé la Confédération africaine de football (CAF) à ouvrir une enquête sur Samuel Eto'o. Dans un communiqué, la CAF évoque « des demandes écrites venant de plusieurs parties prenantes du football camerounais [et réclamant un] examen et [une] enquête [portant sur] certains comportements inappropriés ». Au cœur des récriminations figureraient essentiellement des interventions – jugées abusives – du président de la CAF dans la gestion du championnat national.

« COMMUNICATION PERNICIEUSE ET TOXIQUE »

Il est notamment question de formations qui, selon certains accusateurs, auraient été empêchées de monter en division supérieure ou dont l'ascension aurait au contraire été facilitée artificiellement à la suite de manœuvres de la présidence de la Fecafoot. Les noms du Victoria United et du Bamboutos Football Club sont, par exemple, sur toutes les lèvres.

Huitième au championnat de deuxième division, le premier aurait « miraculeusement » accédé à la première division, après une conversation téléphonique présumée entre son président et Samuel Eto'o. L'Association des clubs de football amateurs du Cameroun défend la version d'une manipulation. Le Bamboutos, lui, se serait vu mettre des bâtons dans les roues sur le parcours qui le menait à la Coupe des confédérations. Ses dirigeants dénoncent le refus de la Fecafoot de délivrer des licences CAF au motif que certains joueurs auraient subi des arriérés de salaire.

Si la CAF évoque des allégations « à première vue sérieuses » à l'encontre de Samuel Eto'o, l'avocat de ce dernier parle d'une « communication pernicieuse et toxique », fomentée par « des ennemis du football camerounais », qui tentent de « prendre le football en otage » pour des « intérêts personnels et égoïstes ». Il n'exclut pas d'intenter lui-même des actions judiciaires.

jeuneafrique

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous ne serez plus sous pression comme vous l'aurez été. Enfin libéré d'un certain nombre de contraintes, vous pourrez progresser comme vous l'entendrez sans avoir quelqu'un en permanence sur votre dos pour vérifier la qualité de votre travail.

Vous reverrez votre échelle de valeurs. Plus terre-à-terre, Uranus en Taureau vous invitera à repenser votre rapport à l'argent. Sans vous détacher du matériel, vous y accorderez moins d'importance. Vous envisagerez votre avenir financier sereinement.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Au contact de Pluton et de Saturne, votre volonté comme votre ambition seront renforcées. Vos projets avanceront et si vous faites des propositions, elles seront accueillies favorablement. Vous pourriez aussi accéder à un poste beaucoup plus valorisant.

Vous passerez à la vitesse supérieure en cumulant des bénéfices. Votre projet lancé sur la pointe des pieds connaîtra un succès inespéré, avec un enjeu financier important à la clef. Tablez aussi sur un placement judicieux dont vous tirerez profit.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une nouvelle tâche démarre. Elle est vécue avec facilité. Un collègue peut vous assister et vous aider à avancer. L'arrivée de la complicité vous apporte un encouragement. La journée apporte une satisfaction à travailler. Vous sentez une reconnaissance.

Le climat reste aux dépenses. Elles ont un lien avec une sortie. Pour séduire, vous pouvez faire du shopping. L'inquiétude liée aux finances disparaît. Vous vivez avec sérénité votre relation à l'argent en payant les factures et en vous faisant aussi plaisir.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les fortes dissonances de Jupiter pourront provoquer une baisse d'activité, engendrer une période de chômage, ou une mise en cause de la qualité de votre travail... Dans tous les cas, vous devrez garder votre sang-froid et défendre votre bifteck !

À cause d'un avis à tiers détenteur, d'une saisie administrative, ou d'un courrier en provenance d'un huissier, vous ne disposerez pas de la totalité de vos biens ou de vos revenus, un peu comme si tout était bloqué ou en attente !

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez les moyens de sortir d'une impasse. Une tendance jouera en votre faveur montrant une aide qui vous sera salutaire. Il sera dans votre intérêt, sans trop forcer, de créer des contacts, de solliciter des entretiens pour trouver un arrangement.

Grâce à l'expertise généreuse de vos planètes, vos rentes d'argent seront stables, ce qui devrait vous permettre de faire tourner votre budget sans difficultés. Quant à Mars, il vous conseillera sur des placements à privilégier. Faites-lui confiance.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous aurez du pain sur la planche. Votre activité tournera au ralenti et il vous faudra trouver une solution pour accélérer la cadence. S'il y a des contraintes, vous parviendrez à tirer votre épingle du jeu et évoluer en fonction des évènements.

Vous serez pressé et impatient d'obtenir rapidement des euros, des résultats financiers intéressants. À part si vous travaillez à votre compte, auquel cas, vous aurez des idées pour augmenter vos ventes, mais ne récolterez pas tout de suite de l'argent.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Une nouvelle affaire pourrait vous être proposée. Elle peut avoir un lien avec un poste commercial. Du changement arrive et il vous apporte une satisfaction longtemps attendue. Vous démarrez une nouvelle orientation. Elle fait appel à vos compétences.

Vos finances sont rassurantes suite à une bonne nouvelle professionnelle. Des moments de sérénité vous accompagnent. Malgré les dépenses, vous continuez de rester optimiste à propos de l'argent. Continuez de gérer la trésorerie avec prudence et tout ira bien.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les avantages liés à votre activité professionnelle seront nombreux. Ils donneront à votre carrière une meilleure assise. Vous minimiserez les problèmes et les difficultés que vous rencontrerez en chemin. Le rythme de cette journée sera assez soutenu...

Des personnages de votre entourage professionnel ou privé multiplieront les conseils à votre égard... Mise le paquet sur ce cheval, achète ces actions ou place une partie de tes économies en bourse... Aujourd'hui, vous ne suivrez aucune de ces recommandations !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Dopé par la puissance de Jupiter dans votre signe, vous tâcherez de vous placer en avant afin que l'on remarque vos talents. Ce qui sera retenu par certains sera votre faculté à vous mettre sur le devant de la scène, sans tenir compte de vos collaborateurs.

Vous retrouverez votre flair pour dégoter de bonnes affaires. Vous serez aussi très réactif pour qu'elles ne vous passent pas sous le nez. Vous passerez du temps pour suivre le déroulement de toutes ces opérations, et il vous rapportera de l'argent.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Votre journée s'annoncera laborieuse, avec la nécessité de vous concentrer sur nombre d'aspects techniques et beaucoup de détails. Mais le jeu en vaudra la chandelle, puisque vous y gagnerez en crédit auprès de personnes influentes dans votre activité.

Avec Saturne, vous devrez appliquer un plan de rigueur. Les consignes seront claires et vous devrez ajuster vos dépenses à vos revenus, examiner de près toutes vos factures et si vous vivez en famille, demander à chacun de respecter les limites du budget.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous travaillez bien et recevez enfin la récompense. Les rapports avec la hiérarchie sont bons. La journée est favorable à négocier un contrat. Évoquez les revenus avec un de vos chefs. Proposez vos prétentions, on vous écoute. Mais la réponse sera longue.

Les dépenses continuent d'être importantes. Elles couvrent surtout les charges. Vous calculez au plus près les frais actuels. Des dépenses sont peu élevées, mais elles sont nombreuses. Une meilleure gestion est recommandée. Elle vous évitera un déséquilibre.

Poisson (19 février - 21 mars)

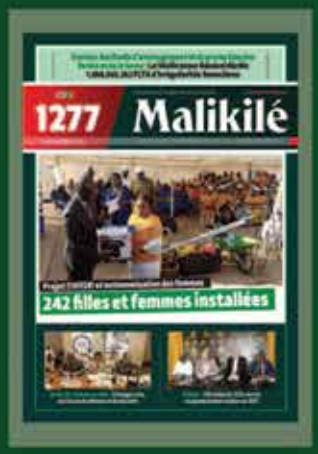
Si vous travaillez avec votre partenaire, vous ne pourrez pas vous empêcher aujourd'hui de vous prendre la tête sur votre lieu de travail. Cela aura un effet déplorable sur vos collègues et sur les clients. Votre attitude sera peu commerciale...

En ce milieu de mois, vos finances commenceront à faire la grimace. En regardant votre liste de courses et en faisant vos comptes, vous vous apercevrez que vous ne pourrez pas tout acheter. Du coup, par dépit, mais aussi par colère, vous resterez chez vous.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com